

DOSSIER DE PRESSE

LA FÉDÉRATION DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT
ENGAGE UNE RÉFLEXION COLLECTIVE POUR
CONSTRUIRE SES PROPOSITIONS POUR 2027

5 JUIN 2026



CONVENTION
VANNES 4-5 JUIN
2026

HABITER 2040 | CO-CONSTRUIRE 2027

Une démarche collective pour penser l'avenir et préparer les échéances de 2027.

Réunis à Vannes les 4 et 5 juin 2026 à l'occasion de leur Convention annuelle, les adhérents de la Fédération des Offices Publics de l'Habitat ont mis en débat les premiers enseignements d'un travail engagé depuis plusieurs mois avec des habitants, des chercheurs, des élus, des experts et des partenaires. Cette démarche vise à nourrir les orientations que la Fédération portera à l'occasion des échéances présidentielles et législatives de 2027, tout en interrogeant plus largement les conditions d'une société vivable, solidaire et soutenable dans les années à venir.



Crédits : Hervé Thouroude

FACE AUX DÉFIS DE 2040, PRÉPARER LES RÉPONSES DE 2027

Les prochaines échéances électorales interviendront dans un contexte de profondes transformations : changement climatique, tensions sur les ressources, vieillissement de la population, fragilisation de l'État social, mutations du travail, évolutions démographiques ou encore creusement des fractures territoriales.

Pour la Fédération des Offices Publics de l'Habitat, ces évolutions imposent de dépasser les seules réponses de court terme et d'engager une réflexion sur les conditions dans lesquelles les habitants vivront, se déplaceront, travailleront et se logeront demain.

C'est dans cet esprit qu'a été engagée cette démarche collective, conçue et déployée avec Julien Leplaideur (LhAB) et ses partenaires, afin de renforcer la capacité d'anticipation, de co-construction et de proposition de la Fédération et de ses adhérents.

“

Les échéances de 2027 ne peuvent pas être préparées avec les seules réponses du passé. Face aux transformations qui traversent notre société, nous avons voulu prendre le temps d'écouter, de comprendre, d'anticiper et de débattre. Nous sommes convaincus que le logement ne peut plus être pensé en silo.

Il est au croisement des enjeux sociaux, territoriaux, environnementaux et démocratiques qui façonnent notre avenir collectif. Notre ambition est de faire émerger des réponses utiles aux habitants, aux territoires et au débat public.

MICHEL MÉNARD

Président de la Fédération des Offices Publics de l'Habitat



Crédits : Hervé Thouroude

UNE DÉMARCHÉ À L'ÉCOUTE DE LA SOCIÉTÉ

Parce que les réponses de demain ne peuvent être construites à partir d'un seul point de vue, la Fédération a choisi de croiser plusieurs regards complémentaires : l'expérience des habitants, l'analyse des chercheurs et des experts, la connaissance des territoires portée par les Offices ainsi qu'un travail d'anticipation consacré aux évolutions possibles des conditions d'habiter à l'horizon 2040.

La démarche Habiter 2040 | Co-construire 2027 repose sur quatre principaux chantiers : une mise en perspective du socle du logement social public, un cycle de Conversations organisé avec la Revue Esprit, une enquête de terrain menée auprès d'habitants rencontrés à Vannes, Limoux et Montreuil ainsi qu'un exercice prospectif construit à partir de tendances de fond, de signaux faibles et de possibles ruptures.

LE SOCLE DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT

TOUTE RÉFLEXION SUR L'AVENIR SUPPOSE DE SAVOIR CE QUE L'ON SOUHAITE PRÉSERVER.

La Fédération a ainsi engagé un travail collectif visant à réinterroger les fondements du modèle OPH : sa gouvernance publique, son ancrage territorial, sa proximité avec les habitants, sa capacité à agir dans le temps long et son articulation avec les politiques locales.

L'objectif était d'identifier les caractéristiques qui font aujourd'hui la force et l'utilité des Offices dans les territoires, mais aussi de mesurer leur pertinence face aux transformations climatiques, sociales, économiques et démocratiques qui redessinent déjà les conditions d'habiter.

Les échanges ont fait émerger un constat fort : loin d'appartenir au passé, plusieurs des principes qui fondent l'action des Offices apparaissent comme des ressources particulièrement précieuses pour répondre aux défis à venir. La proximité, l'ancrage territorial, la coopération avec les collectivités locales ou encore la capacité à inscrire l'action dans le temps long constituent autant d'atouts pour accompagner les transitions et renforcer la résilience des territoires.



Crédits : Hervé Thouroude

LES CONVERSATIONS METTRE LE LOGEMENT SOCIAL PUBLIC EN DIALOGUE AVEC LA SOCIÉTÉ

Parce que les défis auxquels le logement social public est confronté dépassent largement son seul champ d'intervention, la Fédération a engagé avec la Revue Esprit un cycle de Conversations réunissant chercheurs, élus, intellectuels, experts et acteurs du logement social.

À travers cinq Conversations consacrées aux biens communs, aux services locaux, à la vie collective, à l'État social et à une dernière thématique qui sera explorée dans le cadre du Congrès HLM 2026, c'est la notion même de « public » qui est interrogée : que signifie-t-elle aujourd'hui ? Quelles attentes suscite-t-elle ? Quels rôles les institutions publiques sont-elles appelées à jouer dans un monde marqué par les transitions écologiques, les fractures territoriales et les nouvelles vulnérabilités sociales ?

Chacune de ces rencontres éclaire une dimension particulière de la question du « public ». Les échanges consacrés aux biens communs interrogent les ressources et les responsabilités que nous partageons collectivement. Ceux portant sur les services locaux questionnent les conditions de l'égalité territoriale et de l'accès aux services essentiels. Les travaux autour de la vie collective explorent les nouvelles formes du lien social et de la démocratie, tandis que la réflexion consacrée à l'État social s'intéresse aux mécanismes de solidarité et de protection et à leurs mutations ces dernières années.

En choisissant de confronter le logement social public à ces grands débats de société, la Fédération entend sortir d'une réflexion menée entre seuls spécialistes du logement et replacer la question de l'habitat au cœur des enjeux démocratiques, sociaux et territoriaux contemporains.

Ces Conversations donneront lieu à une série de podcasts diffusée à l'automne 2026.

OPH
LA FÉDÉRATION

revue
· ESPRIT ·



Les conversations
L'habitat public dans la cité

Avec Lhab de Julien Leplaideur
LAB

HABITER LES TRANSFORMATIONS

Comment les bouleversements à l'œuvre dans notre société sont-ils vécus par celles et ceux qui les traversent au quotidien ?

Pour apporter un regard complémentaire et essentiel aux travaux d'experts et aux exercices prospectifs, la Fédération a confié à la journaliste Juliette Demey une enquête de terrain menée auprès de vingt-sept habitants rencontrés à Vannes, Limoux et Montreuil.

Cette immersion a donné lieu à un article de fond accompagné d'un reportage photographique. Elle ne cherche pas à documenter le logement social en tant que tel, mais à comprendre comment les habitants perçoivent leur avenir, celui de leurs proches et celui de leur territoire.

À travers leurs récits émergent des préoccupations liées au coût de la vie, à l'accès aux services publics, au vieillissement, au travail, à la sécurité ou encore à l'évolution du lien social. Mais apparaissent également des aspirations, des formes de solidarité et des capacités d'adaptation qui disent beaucoup de la manière dont se construit aujourd'hui le rapport à l'avenir.

En donnant une place centrale à ces paroles, la Fédération a souhaité confronter ses analyses à l'expérience vécue des habitants et mieux comprendre les réalités humaines qui se cachent derrière les grandes transformations économiques, sociales, environnementales et territoriales.



Crédits : Éric Dessons

EXPLORER LES FUTURS POSSIBLES

Parce que les décisions prises aujourd'hui produiront leurs effets pendant plusieurs décennies, la Fédération a engagé un travail prospectif visant à explorer les transformations susceptibles de redessiner les territoires et les conditions d'habiter à l'horizon 2040.

Conduit avec le LhAB et Noémie Aubron, spécialiste de la prospective des modes de vie et fondatrice du studio Circa 2040, ce travail s'est appuyé sur l'analyse de tendances de fond, de signaux faibles et de possibles ruptures dans des domaines aussi divers que les transitions écologiques, les évolutions démographiques, les fragilités sociales, les mutations économiques, les services publics ou encore les transformations démocratiques.

À partir de ces matériaux, plusieurs scénarios ont été élaborés afin d'interroger les conséquences concrètes de ces évolutions sur les territoires. Certains explorent les effets des contraintes écologiques croissantes sur les conditions d'habitabilité, la gestion des ressources ou les équilibres territoriaux. D'autres questionnent l'avenir des services publics de proximité, les nouvelles formes de vulnérabilité sociale, les transformations du travail ou encore les relations entre métropoles, villes moyennes et territoires ruraux. D'autres encore s'intéressent aux capacités d'action des collectivités, aux évolutions de la gouvernance locale, aux attentes démocratiques émergentes et aux formes de solidarité susceptibles de se développer dans les décennies à venir.

Présentés aux participants de la Convention, ces futurs possibles n'avaient pas vocation à prédire l'avenir. Ils ont servi de supports de réflexion collective pour éprouver les modèles d'action existants, identifier les défis susceptibles de s'imposer demain et imaginer les messages que le logement social public pourrait porter auprès des habitants, des élus, des partenaires et de la société dans son ensemble.

Ce travail prospectif a également permis de mettre à l'épreuve les fondements du modèle OPH et d'interroger la capacité du logement social public à demeurer un outil utile aux habitants et aux territoires dans des contextes radicalement différents.



Crédits : Hervé Thouroude

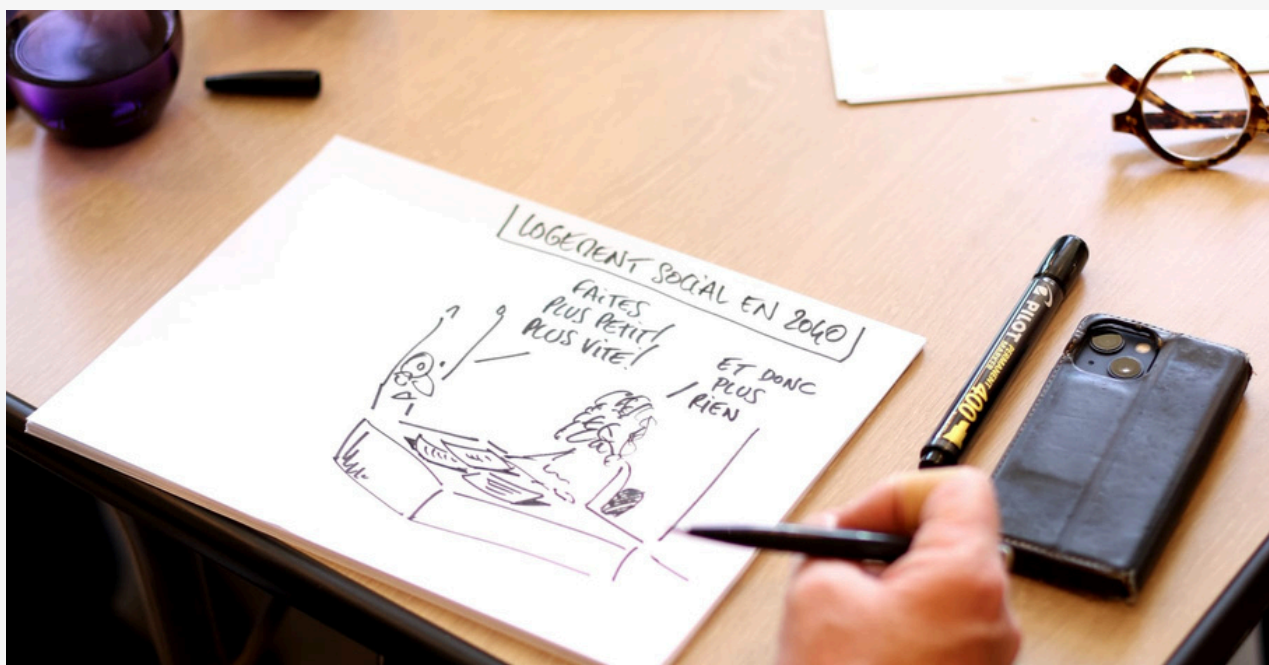
UNE CONVENTION CONÇUE COMME UN ATELIER COLLECTIF

Les travaux présentés à Vannes n'avaient pas vocation à être simplement exposés aux participants. Ils ont constitué la matière intellectuelle et sensible à partir de laquelle les adhérents ont été invités à travailler collectivement tout au long de la Convention. La conception des dispositifs de travail collectif et la mise en récit des productions issues de la Convention ont été réalisées avec Julien Leplaideur (LhAB), Brice de Margerie et les équipes du Studio Fiat Lux, en lien étroit avec l'équipe fédérale.

À partir des différents matériaux réunis au fil des mois (travaux sur le socle des Offices, Conversations, enquête habitants, scénarios prospectifs et contributions d'experts), les participants ont été invités à se projeter dans différents futurs possibles et à construire collectivement des messages à destination de publics variés : habitants, élus, entreprises, partenaires, chercheurs ou encore grand public.

Les échanges ont notamment été nourris par les contributions de chercheurs, experts et praticiens parmi lesquels Pierre Madec, économiste à l'OFCE, Matthieu Gimat, géographe spécialiste des politiques du logement ainsi qu'Isabelle Rey-Lefebvre, journaliste spécialiste des questions de logement et ancienne journaliste au Monde qui a également accompagné les adhérents dans la rédaction de la résolution issue des ateliers organisés durant la Convention.

Le dessinateur de presse URBS a également accompagné les travaux afin d'en proposer une lecture graphique originale.



Crédits photos : Hervé Thouroude
Dessin de Urbs

UNE DÉMARCHE APPELÉE À NOURRIR LE DÉBAT PUBLIC

La Convention de Vannes constitue une étape importante du travail engagé depuis plusieurs mois, mais n'en marque pas l'aboutissement.

Les enseignements issus de la Convention continueront d'alimenter les travaux de la Fédération dans les mois à venir. Ils seront notamment mis en débat à l'occasion du **Congrès HLM de l'USH, du 22 au 24 septembre 2026 à Bordeaux, puis du Salon des Maires et des Collectivités Locales, du 24 au 26 novembre 2026 à Paris Expo Porte de Versailles**, deux étapes importantes de la séquence de réflexion et d'interpellation engagée en vue des échéances de 2027.

L'ambition est de contribuer au débat public en portant une vision du logement social public qui dépasse la seule question du logement et participe plus largement à la réflexion sur l'avenir des territoires, des solidarités et des conditions de vie.

« Notre responsabilité n'est pas seulement de défendre un modèle. Elle est aussi de contribuer à construire une vision partageable de ce que pourraient être des territoires vivables, solidaires et soutenables dans les années qui viennent. » **Michel Ménard, président de la Fédération des Offices Publics de l'Habitat**



Crédits : Hervé Thouroude

UNE RÉOLUTION POUR PROLONGER LE TRAVAIL COLLECTIF

Fidèle à l'esprit de la démarche engagée depuis plusieurs mois, la Fédération a choisi de faire de sa résolution de Convention un exercice collectif à part entière.

Construite à partir des échanges, des contributions et des travaux conduits à Vannes, cette résolution constitue une première mise en perspective des enseignements tirés de la Convention. Elle traduit les convictions partagées, les interrogations qui demeurent ouvertes et les sujets que les adhérents souhaitent approfondir dans les mois à venir.

Imaginé comme le prolongement direct de la Convention, le prochain numéro du magazine fédéral Avec Vous sera largement construit à partir des travaux menés par les adhérents eux-mêmes. Thématiques, questionnements, angles éditoriaux et contributions s'appuieront sur la matière produite tout au long de ces deux journées.

Cette résolution constituera également le point de départ de cette publication exceptionnelle. Elle marque ainsi moins l'aboutissement d'une réflexion que l'ouverture d'un travail collectif appelé à se poursuivre. Rendez-vous au second semestre.



Crédits photos : Hervé Thouroude

LA RÉOLUTION

CONVENTION NATIONALE DE VANNES 2026 LA FÉDÉRATION DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT

Nous, les Offices Publics de l'Habitat et SEM, nous sommes là chaque jour pour loger 2,4 millions de foyers à prix modéré. Sans limite de temps, nos locataires ont l'assurance de pouvoir rester chez eux le temps souhaité, leur permettant de se projeter dans l'avenir, de s'ancrer localement, de mener leur vie.

On est là quand il faut accueillir des familles monoparentales, des personnes âgées, des jeunes actifs, des travailleurs de première ligne, des personnes en situation de handicap. Nous sommes là quand il faut offrir un toit à une femme qui fuit les coups d'un conjoint violent, pour accueillir les personnes à la santé mentale fragile accompagnées d'un suivi médico-social régulier.

Derrière les chiffres, il y a des vies.

Les directeurs et directrices générales d'Offices témoignent : je me souviens de ce sortant de l'aide sociale à l'enfance accueilli chez nous qui est venu me remercier, son diplôme de médecin en main, ou de cette femme de 60 ans qui a vécu dans une chambre de 6 mètres carrés, relogée à la veille du Covid. Devant l'étonnement du directeur d'agence devant son logement vide, elle a répondu : « Je ne meuble pas tout de suite car je goûte le bonheur de pouvoir bouger dans mon nouveau chez-moi. »

Nous avons fêté les 100 ans de nos 22 locataires qui nous ont dit leur bonheur d'habiter chez eux, un petit paradis... Des histoires comme celles-ci, il y en a pléthore et elles nous rendent tellement fiers de notre métier d'utilité publique. Nos locataires nous aiment et nous le disent avec plus de 80 % de taux de satisfaction lors de nos enquêtes. Et beaucoup aimeraient devenir nos locataires, les listes d'attente s'allongent avec près de 3 millions de demandeurs.

On aimerait faire plus.

Bien sûr, il faut encore nous améliorer pour traiter plus vite, plus efficacement, les réclamations des locataires, combattre les moisissures, les incivilités et mieux dialoguer avec les représentants des locataires et leur donner une plus grande place.

On est fiers de nos 42 000 salariés engagés et qui savent se mobiliser quand il faut reloger les habitants d'une tour incendiée, remettre en état les locaux après une émeute, aller au contact quotidien des locataires. Malgré ce satisfecit, nous ne sommes toujours pas perçus positivement par l'opinion publique.

On construit le plus que l'on peut mais c'est long, difficile, coûteux et pourtant cela génère tellement de bénéfices pour la collectivité. En 2025, on a mis en chantier 28 000 logements, 20 % de plus que l'an passé, et rénové lourdement 80 000 autres en faisant appel à des entreprises locales, soutenant des emplois non délocalisables. Nous sommes l'un des premiers investisseurs des territoires, avec 7 milliards d'euros investis en 2025.

Opérateurs non lucratifs, nous restituons tous les bénéfices sociaux et économiques aux territoires. Nous sommes le premier contributeur via la taxe foncière en ayant versé 1,4 milliard d'euros. On est aussi source de solutions face au réchauffement climatique et aux enjeux environnementaux. On rénove, on trouve des solutions pour le confort d'été. Nous végétalisons, créons des îlots de fraîcheur et de biodiversité.

On produit de l'énergie renouvelable. Les Offices sont souvent les premiers clients des réseaux de chaleur, permettant ainsi un équilibre économique, 24 % de nos logements sont raccordés. On démolit le moins possible, on réutilise ce qui existe. Lorsqu'on a livré cette ancienne filature à l'architecture art déco transformée en logements, une friche en plein centre-ville à Flers...

On aimerait faire plus. On a besoin de faire plus. Nous, mais aussi avec la société, les services publics, l'État, les collectivités, les associations. Nous sommes un acteur essentiel, qui ne saurait être un acteur isolé, tant les sujets sont complexes.

Ces élections qui s'annoncent doivent rappeler ce double message : nous sommes des acteurs essentiels, efficaces, solidaires, d'utilité publique. Et nous devons oeuvrer de concert avec les forces de la société qui veulent relever avec nous les défis démocratiques, sociaux, écologiques, territoriaux et économiques qui s'ouvrent devant nous. Et qui sont, en fait, pour beaucoup, déjà là.

Coopérons, dialoguons, faites-nous confiance, permettez-nous d'innover,,d'expérimenter, de déroger à certaines normes avec l'accord des préfets...

On est là depuis cent ans et pour cent ans encore.

À PROPOS DE LA FÉDÉRATION DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT (FOPH)

La Fédération nationale des Offices publics de l'habitat (FOPH) est l'organisation professionnelle nationale qui regroupe 211 adhérents : Offices publics de l'habitat, sociétés d'économie mixte (SEM) et sociétés de coordination (SC) engagés dans le logement social. Ces organismes, présents dans tous les territoires métropoles, villes moyennes, bourgs, sont solidement ancrés auprès des collectivités locales et oeuvrent à la construction, réhabilitation et gestion de logements, ainsi qu'à la mise en oeuvre de services de proximité pour les habitants. Au-delà de leur mission opérationnelle, la Fédération accompagne ses adhérents par des actions de contrôle, d'expertise financière, de dialogue social, de formation, ainsi que par la production d'études et propositions législatives ou réglementaires. Elle représente leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et leur apporte son expertise dans les domaines juridique, RH, financier et technique.

Pour en savoir plus : <https://www.foph.fr/>

CONTACTS PRESSE

Agence Oxygen

Sidonie Legrand ■ 06 72 20 49 22 ■ sidoniel@oxygen-rp.com

Sophie Robert-Beys ■ 06 34 99 94 10 ■ sophie.rb@oxygen-rp.com

Fédération des Offices Publics de l'Habitat

Morgane Amiel ■ 06 08 30 57 53 ■ m.amiel@foph.fr

Directrice de la communication et des relations institutionnelles



CONVENTION
VANNES 4-5 JUIN
2026